



# Mécanisme pour la Stabilisation de la Région du Liptako Gourma - Fenêtre Burkina Faso

La stabilisation accélérée et à grande échelle comme fondation  
de la sécurité humaine, de la paix et du développement

---

Rapport Annuel - 2022

# Mécanisme pour la Stabilisation de la Région du Liptako Gourma - Fenêtre Burkina Faso

La stabilisation accélérée et à grande échelle comme fondation de la sécurité humaine, de la paix et du développement



Copyright © 2023 Programme des Nations Unies pour le développement

Le PNUD est la principale organisation des Nations Unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, de l'inégalité et du changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à élaborer des solutions intégrées et durables pour les personnes et la planète.

UNDP / PNUD  
34, Avenue du CES - Koulouba Secteur 4  
01 B.P. 575 Ouagadougou 01

 RsfBurkina  
 rsf.burkina

<b>Période de reporting</b>	1er janvier au 31 décembre 2022
<b>Donateur</b>	Allemagne, Pays Bas, Danemark, UE et Japon.
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Titre du projet</b>	Mécanisme de Stabilisation de la Région du Liptako GourmaLa stabilisation accélérée et à grande échelle comme fondation de la sécurité humaine de la paix et du développement.
<b>Identifiant Atlas de projet</b>	Award n° 00131763 - Projet n° 00127301
<b>Outputs Atlas Strategic Plan et /ou CPD Outcomes</b>	Contribution aux 3 piliers du programme Pays Pilier 1 : la promotion de l'efficacité institutionnelle, de l'Etat de droit, de la cohésion sociale et de la sécurité en vue de la « paix durable »  Pilier 2: Croissance inclusive et durable, travail décent et sécurité alimentaire.  Pilier 3 : Résilience face aux changements climatiques, aux catastrophes naturelles, aux urgences humanitaires.  Contribution aux Effets du UNDAF: Effets 1, 4 et 5
<b>Partenaire(s) de mise en œuvre)</b>	DIM – Mise en œuvre Directe - PNUD
<b>Parties Responsables</b>	APESS, ATAD, OCADES, A2N.
<b>Date de début du projet</b>	Octobre 2021
<b>Date de fin du projet</b>	Décembre 2024
<b>Budget de PTA</b>	7,868,900 USD
<b>Ressources totales</b>	300,000,000 USD
<b>Ressources reçues</b>	Total des ressources : 9 109 725 USD Funding Window: 2 478 725 USD Allemagne : 2 300 000 USD Pays Bas: 1 700 000USD Union Européenne: 1 500 000 USD Japon: 1 131 000 USD
<b>Budget non financé</b>	NA
<b>Personne Contact</b>	Oumama Ennaifer Coordonnatrice de la Stabilisation Tél. : +226 64242973 Email: oumama.ennaifer@undp.org

## TABLE DES MATIÈRES

Executive Summary	6
Introduction	12
Contexte de mise en œuvre du projet	14
Performance du projet sur la période couverte par le rapport	16
Changements obtenus au niveau Effet : analyse des indicateurs CPD et IRRF	26
Résultats et impacts dans le cadre de l'égalité des sexes et autonomisation des femmes	29
Efficience du projet (ressources, activité, produit)	29
Analyse des risques	30
Contraintes et difficultés rencontrées	32
Enseignements tirés	32
Conclusions et Recommandations	33
Perspectives	34
Financial Status	34
Annexes	35



# SOMMAIRE EXÉCUTIF

En 2022, le mécanisme pour la stabilisation de la région Liptako Gourma a initié les premières interventions de stabilisation au Burkina Faso dans les deux communes pilotes de Seytenga et Falagountou (Région du Sahel). Cette mise en œuvre s'est faite dans un contexte politique et institutionnel marqué par des changements rapides ainsi qu'une dégradation de la situation sécuritaire particulièrement dans les zones d'intervention du projet (Régions du Sahel, du Nord et de l'Est).

A la fin de l'année 2022, un total de

**1,810,105**

personnes déplacées internes ont été enregistrés soit une augmentation de **12%** par rapport à 2021.

La région du Sahel a été la plus affectée par ces mouvements de déplacement et a enregistré un niveau de

**481,000**

personnes à la fin de l'année

Sur le plan sanitaire, un total de

**197**

formations sanitaires a fermé affectant 2.13 millions de personnes.

Pour les mêmes raisons sécuritaires, un total de

**5,709**

institutions éducatives a fermé affectant 1 million d'élèves.



Afin d'apporter une réponse rapide et à la hauteur de ces défis, le mécanisme de stabilisation s'est déployé à redynamiser les structures de gouvernance du projet. A sa 2ème session ordinaire, le 09 aout 2022, le Comité National de Pilotage (CoPil) a validé les 10 Plans d'Actions Conjointes dans les 2 communes de Seytenga et de Falagountou. Il a également examiné et endossé le 'package des recommandations' qui définit l'approche de stabilisation au Burkina Faso et la démarche progressive de mise à l'échelle. Quatre nouvelles communes dans les régions du Sahel et de l'Est ont été validées pour une stabilisation immédiate. Dans la région du Sahel, le Comité Technique Régional (CTR) a été le plus actif en 2022 et permettant de valider et suivre la mise en œuvre des Plans d'Actions Conjointes (PACs). L'année 2022 a été aussi marqué par l'établissement du CTR de la région de l'Est ainsi qu'une mission exploratoire au Nord.





# Principales réalisations de la stabilisation dans les zones durement touchées par l'insécurité :

La réalisation de l'évaluation des risques liées aux droits de l'Homme conformément à la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes (PDVDH). L'évaluation a permis de mettre en avant les risques et les mesures d'atténuation à suivre dans le cadre de l'appui à apporter aux Forces de Sécurité Intérieures dans les zones de stabilisation.

Les capacités de **50**

**leaders communautaires et coutumiers**

dont **10 représentants** des femmes sont renforcés en matière des droits humains et de l'équité du genre et notamment en matière de violence basée sur le genre.

Un total de **22 officiers** de la Police Nationale et de la Gendarmerie nationale a également renforcé leurs capacités en matière des droits de l'Homme.

L'électrification de

**42**

lieux public dans les communes de Seytenga et de Falagountou (école, centre de santé, lieux de culte, voies publiques) au profit de 11800 personnes.

Les lampadaires ainsi installés ont favorisé, non seulement, le renforcement de la sécurité intérieure mais également le développement d'activités économiques pour les jeunes et les femmes et un cadre de révision pour les élèves. Deux systèmes d'énergie solaire ont été installés dans les Centre de Maternités de Seytenga et de de Falagountou permettant d'atteindre une autonomisation énergétique de 48 h en moyenne.

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement à travers la réhabilitation de **8 forages** et la construction de **6 blocs de latrines** qui profitent respectivement à **2250 et 1900 personnes** y compris les PDI. Ces réalisations qui améliorent les conditions de vie des populations vulnérables contribuent à la réduction des tensions et des conflits intercommunautaires et intra-communautaires notamment pour l'accès à l'eau potable.

Des opportunités économiques rapides ont été apportées en faveur de plus de

**800**

800 jeunes et femmes dans les communes pilotes.

Le Programme de travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre a ciblé 800 jeunes et femmes à Seytenga et Falagountou a permis la réhabilitation/réalisation de 6 infrastructures. Dans une deuxième phase, les bénéficiaires seront soutenus pour créer leurs propres activités génératrices de revenus. Ils bénéficieront de l'épargne générée par les travaux réalisés augmentés d'un crédit accordé par une institution financière. Un encadrement sera apporté aux jeunes, en 2023, pour assurer la viabilité économique de leurs micro-projets. Un réseau de coopératives communales constitué par les associations sera mis en place en vue de créer un cadre de partage d'expériences et d'information.



Le développement des capacités de

**75**

leaders communautaires dont 27 femmes sur la prévention et la gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles. Les participants ont amélioré leurs capacités sur l'exploitation des ressources naturelles, le cadre règlementaire de prévention et les techniques de prévention et de gestion des conflits.



## Les risques et les problèmes rencontrés pendant l'année 2022 :

i.

Les activités terroristes tout au long des frontières qui relient les trois pays engagés dans ce programme a causé l'isolement de certains sites d'intervention. Elles ont également été accompagnées par le repli des autorités administratives et des principaux acteurs communaux vers la capitale régionale-Dori.

ii.

L'insécurité dans les zones d'intervention de la stabilisation a retardé la création d'opportunités économiques pour les populations vulnérables et a affecté les travaux de réhabilitation et de récupération des terres dégradées. L'attaque djihadiste qui a frappé le 11 juin 2022 la ville de Seytenga a fait au moins 79 morts et plus de 16.000 déplacés internes.

iii.

La mobilisation rapide d'opérateurs du secteur privé et disposant de capacités nécessaires pour répondre aux normes du PNUD dans la réhabilitation des travaux d'infrastructures a constitué un défi de taille sur l'année écoulée. Un renforcement en compétences techniques est prévu pour soutenir les processus liés aux achats, les accélérer et soutenir les équipes d'achat à trouver des solutions pour mobiliser des firmes en capacité d'opérer dans des contextes difficiles et à haut risque.

## Leçons apprises et voie à suivre :

i.

Les changements institutionnels rapides ont nécessité une implication des nouvelles autorités régionales et locales (de transition) dans le but d'éviter les retards et d'assurer une représentativité de l'ensemble des acteurs sur le terrain.

ii.

Le renforcement des partenariats avec des structures locales notamment les OSC et les entreprises ont permis une meilleure accessibilité aux sites retenus et à une continuité des opérations de stabilisation.

iii.

L'appui sur les comités villageois de suivi et de validation quant au travail de ciblage des bénéficiaires pour les travaux HIMO a été déterminant pour assurer une sélection équilibrée et représentative de toutes les communautés.



Le total des dépenses au cours de la période considérée (janvier à Décembre) s'élevait à

**\$6,602,786**

des États-Unis. Le taux d'exécution jusqu'à la fin de l'année était de 84 % (Réf. au rapport financier).



# INTRODUCTION

Le mécanisme de stabilisation de la région du Liptako Gourma est un programme régional qui couvre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Il est le fruit de réflexions et d'échanges entre les autorités des trois pays en vue de parvenir à la stabilisation d'une région devenue l'épicentre du terrorisme au Sahel. La facilité de stabilisation est conçue pour couvrir 60 communes à raison de 20 par pays dans 12 régions pour un total de 17 millions de personnes. Au Burkina Faso, les opérations se font à travers deux communes pilotes que sont Falagountou et Seytenga au Sahel. Toutefois, la Facilité de Stabilisation entend couvrir 18 autres comme dans les régions du Sahel, de l'Est et du Nord dans le cadre d'une mise en échelle des interventions. Devant une dégradation constante du quotidien des communautés vivantes dans cette région, les interventions de la stabilisation entendent accompagner les autorités des trois pays dans la réalisation de leurs missions régaliennes.

**C'est ainsi que la Facilité de stabilisation est composée d'interventions en quatre axes que sont :**



## **Pilier 1**

Le retour de l'autorité étatique par une amélioration de la confiance entre les populations et les Forces de l'ordre, l'amélioration de l'accès à la justice et la sensibilisation sur le respect des droits humains

## **Pilier 2**

L'amélioration de l'accès aux services sociaux de base par la construction, réhabilitation et équipement des infrastructures d'utilité publique à l'image des centres de santé, des écoles, de l'accès à l'eau et à l'électricité entre autres.

## **Pilier 3**

La réduction des risques de conflits communautaires en misant sur la prévention à travers des formations et des sensibilisations au profit des autorités locales et des leaders communautaires, coutumiers et religieux.

## **Pilier 4**

la revitalisation de l'économie locale en accompagnant techniquement et financièrement les initiatives économiques des communautés cibles, en formant notamment les jeunes aux différents métiers générateurs de revenus et en créant des emplois temporaires par la participation des communautés dans des travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre.





# CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

## Contexte politique

Le contexte de mise en œuvre du mécanisme de Stabilisation pour la région du Liptako Gourma est marqué sur le plan politique par deux changements de régimes de transition en 9 mois. En effet, le 24 janvier 2022, un changement de régime constitutionnel a été acté par l'arrivée au pouvoir des militaires incarnés par Paul-Henri Sandaogo Damiba dans le cadre du Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR). S'en est suivie la dissolution des collectivités locales et la suspension des institutions étatiques. Le 1er mars a vu l'adoption d'une nouvelle charte de transition d'une durée de 3 ans, la mise en place d'un gouvernement de 25 membres, le remplacement des collectivités locales par des délégations spéciales ainsi que l'installation d'une Assemblée législative de la transition (ALT) avec 71 membres. Les nouvelles autorités ont décliné un plan d'action de la transition axé sur la lutte contre le terrorisme et la restauration de l'intégrité territoriale, la réponse face à la crise humanitaire, la refonte de l'état et l'amélioration de la gouvernance en en fin, la réconciliation nationale.

Le 30 septembre 2022, soit 8 mois plus tard, un changement de régime de transition intervient avec l'arrivée au pouvoir du Capitaine Ibrahim Traoré toujours dans le cadre du MPSR. Une nouvelle charte de la transition portant sur deux ans a été adoptée, un nouveau gouvernement de 23 membres a été nommé avec à leur tête un nouveau premier ministre et une nouvelle ALT a été formée. Les nouveaux responsables étatiques érigent en priorités, la lutte contre le terrorisme, l'amélioration de la qualité de la vie des populations et l'amélioration du système de gouvernance.

## Contexte sécuritaire

La situation sécuritaire reste préoccupante à mesure que les groupes terroristes multiplient les poses d'engins explosifs sur les routes, le dynamitage des ponts, les enlèvements de personnalités et les embuscades contre les Forces de Défenses et de Sécurité et les convois de ravitaillement des zones sous blocus djihadistes à l'image de Djibo, devenue l'épicentre des affrontements meurtriers depuis le début de l'année. Des attaques terroristes meurtrières ont rythmé l'année 2022 à l'image de celle qui a été perpétrée du 9 au 11 juin à Seytenga avec un bilan de 89 morts dont 79 civils ou encore l'embuscade du convoi de ravitaillement de la ville de Djibo intervenue le 26 septembre avec comme bilan, 37 morts dont 27 militaires.

## Contexte humanitaire

Sur le plan humanitaire, la multiplication des attaques terroristes a engendré une augmentation des personnes déplacées internes (PDI).

Au cours de l'année 2022, le nombre de PDI a atteint

# 1,810,105

personnes.

A cette situation, il faut ajouter 5 709 institutions éducatives fermées affectant 1 million d'élèves.

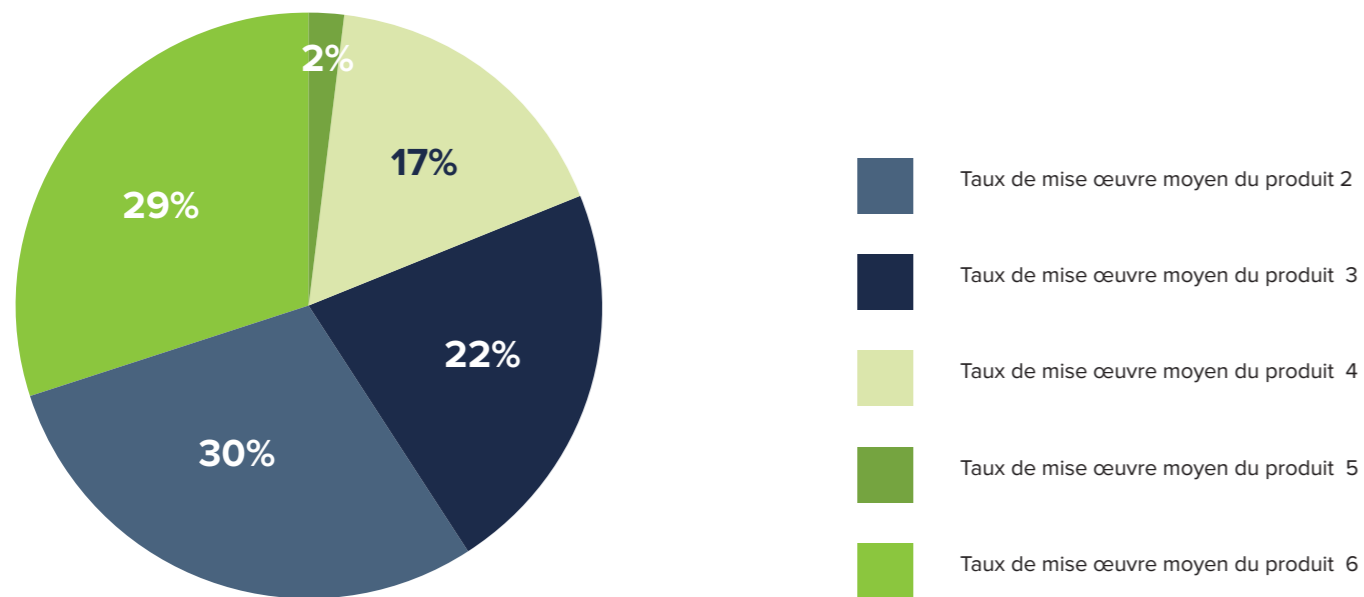
Sur le plan sanitaire, un total de 197 formations sanitaires a fermé affectant 2.13 millions de personnes.



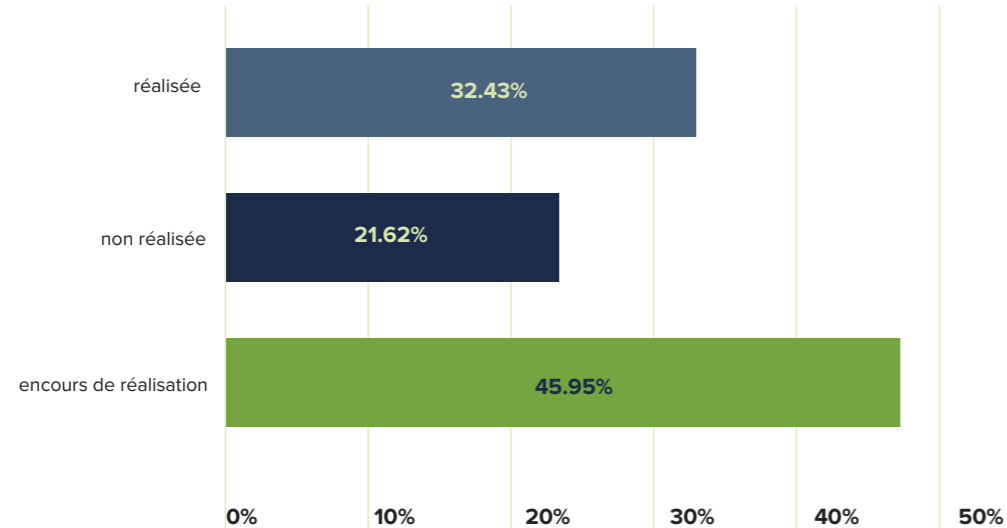


# PERFORMANCE DU PROJET SUR LA PÉRIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT

## i. Efficacité dans la réalisation des activités



Graphique 1 : Taux d'exécution physique par produit



Total réalisée 32.43% - non réalisée 21.62% - encours de réalisation 45.95%

Graphique 2 : État de mise en œuvre des activités du PTA 2022

## Commentaires

Les écarts constatés sont dus à la mise en œuvre tardive du PTA 2022, la réticence des prestataires à exécuter des marchés dans nos sites JAP, le retard dans la mise à disposition des fonds aux partenaires de mise en œuvre et la situation sécuritaire volatile dans les communes d'intervention.

## ii. Efficacité dans la réalisation des produits « Principaux résultats »

Produit 2 : Les fondations pour une présence durable des autorités de l'Etat et des prestataires de sécurité dans les communautés cibles sont établies

Indicateurs	Base référence	Cible 2022	Réalisation 2022	Etat
2.1. Nombre des infrastructures publiques (Justice, Commissariats, Gendarmerie etc.) construits, réhabilités ou ayant fait objet de d'extension et équipées dans la zone d'intervention	ND	03	01	On-track
2.2 : Pourcentage des sites Jap disposant de plan de sécurité aligné sur la stratégie nationale de sécurité	00	30%	00	On-track
2.3: Pourcentage des agents de sécurité connaissant les droits de l'homme et la prévention de la violence basée sur le genre (désagrégé par âge, sexe et lieu)	ND	ND	ND Programme de renforcement de capacités	On-track
2.3 (Proxy): Nombre d'agents de sécurité formés sur les droits de l'homme et la prévention de la violence basée sur le genre (désagrégé par âge, sexe et lieu)	242	64	22	On-track

### 2.1. Nombre des infrastructures publiques (Justice, Commissariats, Gendarmerie etc.) construits, réhabilités ou ayant fait objet de d'extension et équipées dans la zone d'intervention :

Le forage de la gendarmerie de Seytenga a été réhabilité au profit d'un détachement et d'une brigade de 120 personnes et permettant d'éviter les risques de sécurité. L'attaque de Seytenga en juin dernier a causé des dégâts à l'édifice de la gendarmerie nationale alors que les effectifs de la gendarmerie ont été renforcés. Une évaluation pour la réhabilitation de ces infrastructures a été faite en 2022. Cette réhabilitation touchera également le commissariat de Police favorisant le retour et l'opérationnalisation de la police dans ces zones. Des équipements bureautiques, informatiques et de communication ont été remis à la Coordination Régionale des Forces de Défense et de Sécurité (CR-FDS) afin d'améliorer ces capacités opérationnelles dans la sécurisation des communautés cibles. Le mécanisme de stabilisation a également engagé au profit des Forces de Sécurité Intérieurs dans les 6 communes du Sahel et de l'Est, des acquisitions d'équipements et de matériel. Il s'agit spécifiquement d'équipement de communication, de protection, de secours médical, de géolocalisation, de vision et de détection ainsi que du matériel roulant sans oublier le mobilier de bureau.



Remise des équipements à la CR-FDS par la Représentante Résidente, Dori, 13 décembre 2022



## 2.2 : % sites JAPs disposant de plan de sécurité aligné sur la stratégie nationale de sécurité :

Les sites JAPs dans les 2 communes de Seytenga et de Falagountou ne disposent pas de plan de sécurisation. En concertation avec les autorités régionales et les FDS, il a été convenu de renforcer les capacités opérationnelles de la CR-FDS qui a pour mandat d'élaborer le plan de sécurité aux niveaux régional et communal.

## 2.3: % agents de sécurité connaissant les droits de l'homme et la prévention de la violence basée sur le genre :

Sur la base de l'évaluation des risques liés aux droits de l'Homme et en concertation étroite avec les Forces de Sécurité Intérieure (FSI) au niveau régional, un programme de formation a été élaboré. Il permettra la formation immédiate d'agents de sécurité dans les sites de la stabilisation qui a leur tour formeront 100% des Officiers de sécurité dans leurs communes. Ce programme de formation sera examiné et validé avec les FDS dans les 3 régions d'intervention du mécanisme stabilisation en 2023.

De manière complémentaire, 200 leaders communautaires venus de 5 localités de la commune de Seytenga ont été sensibilisés sur le respect des droits humains et l'intégration de l'aspect genre dans leurs missions. Les connaissances développées portent sur les droits à la santé et à l'éducation ; les droits de la femme et de la jeune fille ; les droits de l'enfant et les droits à l'identité et à la nationalité.



Formation des leaders communautaires les droits humains et le genre, Dori, Novembre 2022



Sensibilisation des leaders communautaires de Seytenga sur le respect des droits humains et le genre (décembre 2022)

## 2.3 (Proxy): Nombre d'agents de sécurité formés sur les droits de l'homme et la prévention de la violence basée sur le genre

Une première cohort de 22 agents des Forces de Sécurité Intérieure (Police et Gendarmerie) intervenant dans les communes de Seytenga, Bani, Arbinda, Falagountou, Bogandé et Gayéri a vu ses capacités renforcées en matière des droits humains et la prise en compte du genre dans l'exercice de leurs missions. L'évaluation réalisée à la fin de l'atelier de 3 jours a souligné le développement de compétences de 90% des participants.

## Produit 3 : les communautés cibles disposent d'infrastructures de services sociaux essentielles construites et/ou réhabilitées, fonctionnelles et accessibles

Indicateurs	Base Référence	Cible 2022	Réalisation 2022	Etat
3.1. Nombre infrastructures publiques (centre de santé, écoles, Eau potable) construites, réhabilitées ou ayant fait objet d'extension dans la zone d'intervention	00	70	16	On-track
3.2. Nombre et d'infrastructures publics équipées de technologies renouvelables	00	18	42	On-track
3.3. Pourcentage des sites JAPs disposant d'infrastructures publiques (santé, école) aux normes	10	ND	A collecter dans le cadre des enquêtes terrain	On-track

### 3.1. Nombre des infrastructures publiques (centre de santé, écoles, Eau potable) construites, réhabilitées ou ayant fait objet d'extension dans la zone d'intervention

- 04 PMH communautaires
- 01 poste d'eau à la brigade de gendarmerie à Seytenga
- 02 logements F4 au Centre Médical de Seytenga
- 02 blocs à 04 postes latrines chacune à l'école A de Seytenga
- 07 blocs de latrines de 4 cabines (3 latrines +1 douche) dans des lieux de cultes, des marchés et maison de la femme dans la Commune de Seytenga

Parallèlement, un total de 54 infrastructures publiques sont en cours de construction/réhabilitation. A la fin de ces travaux, un total de 35 656 personnes vivant à Seytenga et Falagountou (dont les personnes déplacées), auront un meilleur accès à l'eau potable et aux services sociaux de base ainsi qu'aux infrastructures d'hygiène adaptées à leur besoin.



Forage réparé dans la ville de Seytenga, Avril 2022



Image construction de latrines à Seytenga (décembre 2022)



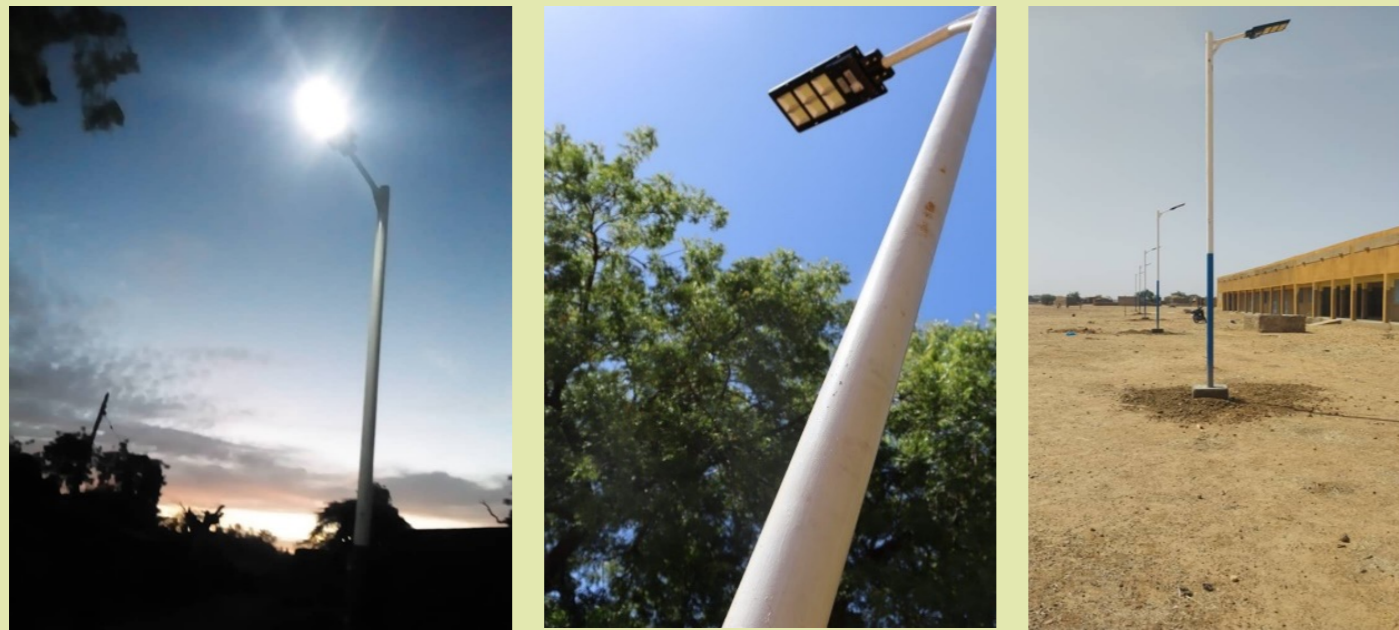
### 3.2. Nombre et d'infrastructures publics équipées de technologies renouvelables

A Seytenga, 110 lampadaires ont été installés dans 15 infrastructures publiques constituées de Centre Médical, d'écoles, de collèges et lycées, de voies publiques, de marché, de lieux de cultes. A Falagountou, 150 lampadaires installés dans 27 infrastructures publiques (Centre Médical, Ecoles, Mosquées, Maisons des jeunes et des femmes, etc.)

Ces infrastructures permettront à une population des sites JAPs estimée à 35 656 personnes (50,78% femmes et 31,92% jeunes-- 5è RGPH, 2019, INSD) de disposer de bonnes conditions d'apprentissage, de déplacement et de prestation des services publics.



Installation de kits solaires à la maternité de Seytenga et Falagountou, Commune de Seytenga, Octobre 2022



Installation de kits solaires dans les Ecoles de Seytenga et Falagountou, Novembre 2022

### 3.3. Pourcentage des sites JAPs disposant d'infrastructures publiques (santé, école) aux normes

- 04 Ecoles de Seno-tiondi, de Lamana et Seytenga D sont toutes sous paillotes donc non normalisées.
- 02 écoles de Falagountou centre ne répondent pas aux normes (classes non complètes et insuffisances d'équipement). Il s'agit des écoles de Guiré-debey et de l'école primaire E
- 04 bâtiments du Centre Médical de Falagountou non conformes aux normes et ayant besoin de réfection, y compris le bâtiment du laboratoire

### Produit 4 : Les moyens de subsistance sont stabilisés et l'économie locale est soutenue dans les communautés cibles

Indicateurs	Base Référence	Cible 2022	Réalisation 2022	Etat
4.1 : Pourcentage de ménages des zones cibles dont au moins un membre bénéficie de moyens (technique, matériel, financiers) du projet (désagrégé par âge, sexe du chef et lieu)	ND	ND	ND	On-track
4.2 : Nombre de projets d'infrastructures productives réhabilités ou construits (tels que des magasins de petites entreprises et des structures de marché)	00	08	00	On-track

### 4.1 : Pourcentage de ménages des zones cibles dont au moins un membre bénéficie de moyens (technique, matériel, financiers) du projet (désagrégé par âge, sexe du chef et lieu)

500 personnes dont 320 femmes (soit 64%) ont été mobilisés pour procéder à la récupération de plus de 5ha de terres dégradées et au nettoyage et l'assainissement des services et lieux publics (tels que le marché, la marie, l'école de la ville, la gendarmerie, le centre de santé, la police, etc.) Une indemnisation à hauteur de 20 millions FCFA a été débloquée au profit des 500 bénéficiaires pour la période allant du 10 février au 01 mars 2022. Cet appui est mis en place pour permettre aux bénéficiaires de se lancer à de petites



Participants aux travaux de nettoyage et l'assainissement des services et lieux publics de Seytenga, Février et Mars 2021



Restauration de terres dégradées à Seytenga, Février et Mars 2021



Les travaux de construction de 50 latrines familiales à Seytenga ont engendré 250 emplois temporaires au profit de 250 participants dont 154 femmes (soit 61,6%) à des travaux de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO). 50 autres emplois pour 50 participants dont 32 femmes et 14 jeunes ont été créés dans le cadre de la réalisation d'un bassin de collecte des eaux de ruissèlement (BCER) d'un volume de 5 250 M3. Au total, pour la réalisation de ces deux ouvrages, 300 emplois temporaires sont enregistrés à raison d'un poste par ménage.



Participants aux travaux de HIMO

La formation des jeunes aux métiers générateurs de revenus et de l'insertion professionnelle, 15 jeunes dont 7 femmes (soit 46,66%) des communes de Seytenga et Falagountou ont bénéficié d'une formation en maçonnerie-construction. Ces jeunes estiment avoir acquis l'expertise nécessaire pour assurer le suivi technique des constructions/réhabilitation des infrastructures sociocommunautaires.

**Produit 5 : Des risques de conflits sont atténués dans les communautés cibles**

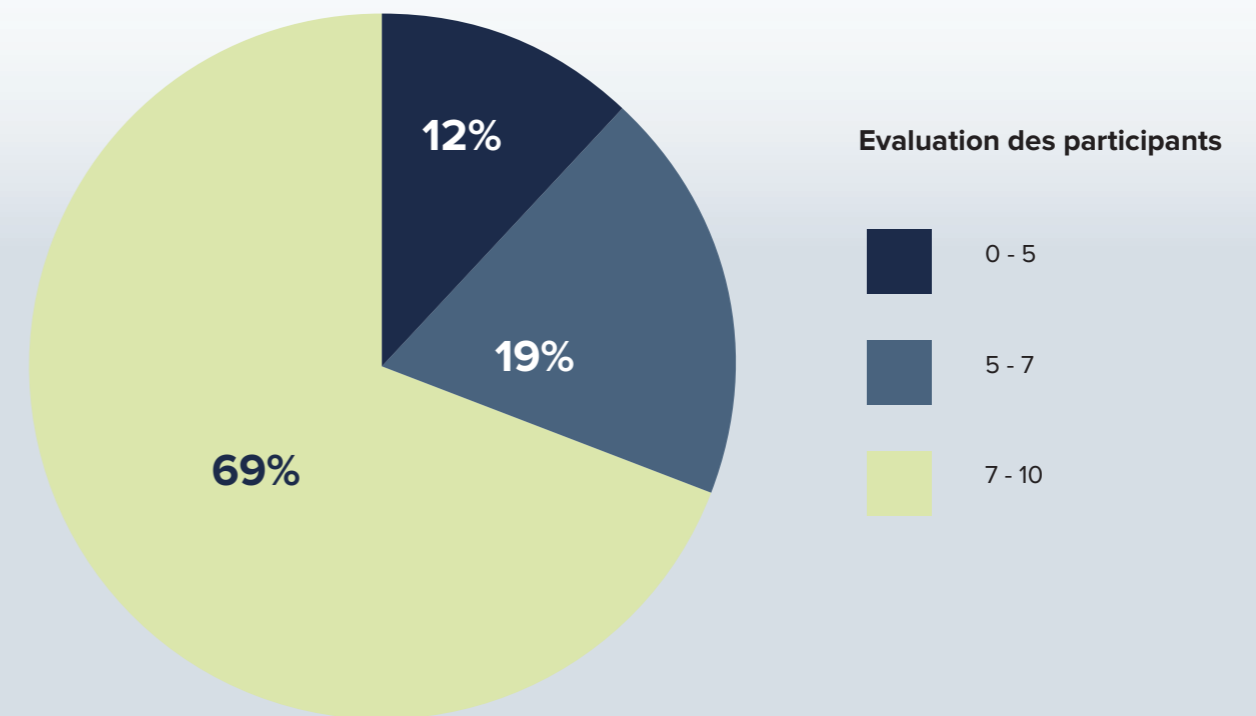
Indicateurs	Base Référence	Cible 2022	Réalisation 2022	Etat
5.1 : % des sites JAPs disposant d'un mécanisme de médiation inclusive	10	10	10	On-track
5.2 : % des communes cibles disposant des mécanismes de suivi continu des conflits ou les systèmes d'alerte précoce	02	02	02	On-track

**5.1 : % des sites JAPs disposant d'un mécanisme de médiation inclusive**

Toutes les 10 Plateformes villageois de prévention et de la gestion des conflits communautaires sont reconnues par arrêté Ministériel. Le mécanisme de stabilisation est en train de travailler avec les partenaires locaux pour renforcer la capacité de ces mécanismes et structures mis en place pour la prévention et la gestion des conflits. De manière complémentaire, 100 personnes du village de Seytenga (dont des PDI) ont pris part à 5 séances de causeries sur les Violences Basées sur le Genre (VBG). Ces séances d'échanges ont concerné 45 femmes soit 45% et 55 hommes qui ont bénéficié d'une sensibilisation autour des différents types de violences basées sur le genre et sur les mécanismes à adopter pour dénoncer les cas de VBG dans la commune de Seytenga

**5.2 : % des communes cibles disposant des mécanismes de suivi continu des conflits ou les systèmes d'alerte précoce :**

Les 02 communes de stabilisation immédiate disposent de mécanismes de suivi continu des conflits fonctionnels. Un total de 75 personnes (dont 38,57% de femmes) ont acquis des connaissances sur la prévention et la gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles. Un total de 75 participants dont 80% de femmes ont aujourd'hui la capacité et les outils nécessaire pour mieux sensibiliser et d'être des agents de changements auprès de leurs communautés respectives.



**Graphique 3 : Résultat d'évaluation des participants à la fin de la session de formation :**





Formation sur la prévention et gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, Dori, Novembre 2022

### Produit 6 : Le Mécanisme de Stabilisation est mis en place pour une gestion efficace de la facilité

Indicateurs	Base Référence	Cible 2022	Réalisation 2022	Etat
6.1 : % réalisation financière (delivery) du PTA régional	30%	80%	84%	On-track
6.2 : % réalisation physique du plan de PTA régional	00%	75%	16%	On-track
6.3 : % réalisation des cibles des indicateurs de résultats	ND	50%	48,15% (13/27)	
6.4 : % de représentation féminine dans les Plateformes de Partenariat Local	00	20%	13% (15/118)	

#### 6.1 : % réalisation financière (delivery) du PTA 2022 :

Le total des dépenses au cours de la période considérée (janvier à décembre) s'élevait à 6 602 786 USD. Le taux de réalisation financière (delivery) jusqu'au 31 décembre 2022 a été de 84 % sur un budget de 7 868 900 USD (Réf. au rapport financier plus bas).

#### 6.2 : % réalisation physique du plan de PTA régional :

Le taux de réalisation physique des activités est de 16 % pour 2022 (Réf. annexe 1 - Mise en œuvre du PTA) Ce résultat se justifie par des incidents sécuritaires nécessitant la suspension momentanée des activités de stabilisation. La mobilisation des opérateurs privés pour la réhabilitation des infrastructures a également nécessité des délais additionnels pour assurer la sélection d'acteurs locaux et régionaux.

#### 6.3 : % réalisation des cibles des indicateurs de résultats

Sur 27 indicateurs définis (12 indicateurs d'effet et 15 indicateurs de produits) pour la fenêtre du Burkina Faso, 13 ont pu être renseignés. Les 14 indicateurs restants pourront être renseignés à la suite des enquêtes de perception dont la collecte se fera au cours du mois de janvier 2023.

#### 6.4 : % de représentation féminine dans les Plateformes de Partenariat Local

Pres de 13% représente la gent féminine dans les plateformes de partenariat local. Cette représentativité se retrouve dans le Comité national de pilotage, le Comité technique régional du Sahel, et le Comité Communal de suivi et validation de Seytenga. Durant l'année 2022, ces instances de gouvernance ont été dynamisées et installés au niveau régional. Il s'agit notamment de la réunion du Comité National de Pilotage ; de 3 réunions du CTR du Sahel sur une base trimestrielle et l'installation du CTR de l'Est.



2ème Comité technique régional (CTR), Dori, Juillet 2022



Comité de Pilotage National, Ouagadougou, Août 2022



3ème Seesion du CTR Sahel, Dori, décembre 2022





# CHANGEMENTS OBTENUS AU NIVEAU EFFET : ANALYSE DES INDICATEURS CPD/IRRF

## Pilier 1

la promotion de l'efficacité institutionnelle, de l'Etat de droit, de la cohésion sociale et de la sécurité en vue de la « paix durable »



## Pilier 3

Résilience face aux changements climatiques, aux catastrophes naturelles, aux urgences humanitaires

## Pilier 2

: Croissance inclusive et durable, travail décent et sécurité alimentaire.

La collecte de données permettant de décrire les changements obtenus au niveau effet commencera en 2023. Toutefois, les interventions du projet ont permis de contribuer à :

**Effet 1.1 : D'ici 2022, l'efficacité des institutions est améliorée et la population du Burkina Faso, en particulier les plus exposés aux risques de conflit et d'insécurité, vit en paix et en sécurité dans un État de droit**

En coordination avec l'Autorité du Liptako Gourma, le PNUD a accompagné le développement de la stratégie régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience de la région du Liptako Gourma en consultation avec les PTF et les agences des Nations Unies. Dans les deux communes pilotes de la stabilisation immédiate, le PNUD, par le biais de sa Facilité de Stabilisation a accompagné les partenaires locaux, régionaux et nationaux dans la finalisation et la validation de 10 Plans d'Actions Conjointes (PACs) pour restaurer l'autonomie de 35.656 personnes à Seytenga et Falagountou. Un dialogue a été également initié avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) en vue d'établir une plateforme de coordination civilo-militaire favorisant le rétablissement de la confiance entre les communautés et l'Etat/FSI. Une évaluation de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme (HRDDP) a été réalisée et des mesures d'atténuation des risques identifiées. Un renforcement des capacités opérationnelles des unités spécifiques de la Police et la Gendarmerie a été apporté pour assurer la protection des populations et des sites de stabilisation.





**Effet 3.1 : D'ici à 2022, les populations, notamment les jeunes et les femmes dans les zones d'intervention (urbain/rural) accroissent leur revenu, adoptent des modes de production et de consommation durables et améliorent leur sécurité alimentaire ;**

Plus de 16 infrastructures essentielles ont été réhabilitées au cours de l'année 2022, notamment les forages, des latrines, des logements pour les centres de santé et les écoles. Au total, 42 infrastructures publics ont été équipées de technologies renouvelables, à Seytenga et Falagountou. Ces résultats ont profité à environ 35.656 personnes. Des opportunités économiques ont été restaurées en faveur de plus de 1 200 jeunes et femmes dans les communes pilotes de Seytenga et Falagountou. Les capacités de 22 personnes chargées de la sécurité et 50 leaders communautaires (dont 37 femmes) ont été renforcées en matière de respect des droits de l'Homme et du genre.

**Effet 4.2 : D'ici 2022, les populations, en particulier les groupes vulnérables, dans les zones cibles sont plus résilientes aux chocs climatiques et environnementaux**

La récupération des terres dégradées ont permis de fertiliser et de redonner vie à ces terres. Cette action facilite la résilience économique, crée des emplois, augmente les revenus des populations ainsi que la sécurité alimentaire des groupes vulnérables de Seytenga. C'est aussi une manière de sauvegarder la biodiversité, tout en permettant de capter le carbone atmosphérique, source du réchauffement de notre planète.

## RÉSULTATS ET IMPACTS DANS LE CADRE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISATION DES FEMMES

N°	Nom de la plateforme	Nombre de membre de la plateforme	Nombre de femmes membre de la plateforme	Nombre de jeunes membres de la plateforme	Nombre de PDI membres de la plateforme	% de représentation féminine	% de représentation des jeunes	% de représentation des PDI
1.	Comité National de Pilotage (CoPil)	23	4	N/A	N/A	17%	N/A	N/A
2.	Comité Technique Régional / CTR Sahel	20	1	1	N/A	5%	5%	N/A
3.	Coordination Régional -CR/FDS	8	0	N/A	N/A	0%	N/A	N/A
4.	Équipe projet A2N	4	1	1	N/A	25%	25%	N/A
5.	Équipe projet OCADES	4	0	1	N/A	0%	25%	N/A
6.	Equipe projet ATAD	4	1	2	N/A	25%	50%	N/A
7.	Comité Communal de suivi et validation de Seytenga	16	2	2	2	13%	13%	13%
8.	Comité Communal de suivi et de validation de Falagountou	20	1	5	7	5%	25%	35%
9.	Comités Villageois de suivi et de validation/ Commune de Falagountou	19	5	5	7	26%	26%	37%
	<b>TOTAL</b>	118	15	17	16	13%	21%	28%

## EFFICIENCE DU PROJET (RESSOURCES, ACTIVITÉ, PRODUIT)

L'analyse du rapport entre la réalisation physique des activités TEP = 16% et l'utilisation des ressources (financières, temporelles et humaines) TEF = 84% donne un taux d'efficience de 0,20.

Ce taux est dû au retard dans la mise à disposition des fonds aux partenaires de mise en œuvre, la situation sécuritaire volatile dans les communes d'intervention et la mise en place tardive des équipes de projet occasionnant ainsi un ralentissement dans l'exécution des activités à Seytenga et Falagountou.



**L'écart entre le taux élevé d'utilisation des ressources et le taux bas de réalisation physique des activités s'explique par :**

- Les processus d'acquisition et engagements déjà avancés par rapport à la majorité des activités ont été mis en standby au regard du contexte sécuritaire lié aux attaques et incursions répétées des GANE dans les communes d'intervention ce qui a eu un impact négatif sur la mise en œuvre opérationnelle des activités.
- Le mécanisme a concentré ses efforts dans la mise en place des plateformes de dialogue, de coordination et de planification aux niveaux local, régional et national.
- La mobilisation des entreprises locales sur le terrain à travers des sessions d'information/formations et de sensibilisation sur les interventions de stabilisation à venir.

## ANALYSE DES RISQUES:

Risques	Probab	Impact	Stratégie d'atténuation	Situation
<b>RISQUES SECURITAIRES</b>				
Dégradation continue du contexte sécuritaire dans les communes et repli au chef-lieu de la région des autorités administratives et locales et des principaux acteurs dans les communes cibles.	Moyenne	Haute	Faire un plaidoyer auprès des autorités régionales et mettre en place une coordination régulière avec les FDS pour renforcer les dispositifs de sécurité dans les communes d'intervention de la Stabilisation	Réalisé
Isolement provoqué et accessibilité des régions d'intervention du programme rendue difficile par les groupes armés non identifiés (Axe Ouaga-Kaya-Dori, Axe Ouaga-Kongoussi-Djibo, Axe Ouaga-Koupéla-Fada, Axe Ouaga-Gourcy-Ouahigouya)	Forte	Haute	Renforcer les échanges d'information avec les autorités et les FDS sur la planification de la mise en œuvre des activités. Privilégier les missions essentielles et recourir aux services des vols UNHAS pour approvisionner les zones inaccessibles par voie terrestre.	Réalisé
La multiplication des incursions terroristes tout au long de la frontière et l'élargissement de ces attaques pouvant toucher les communes pilotes de la Stabilisation	Forte	Haute	Plaidoyer pour le renforcement de la coopération militaire entre le Niger et le Burkina afin de mutualiser les moyens et mener des opérations conjointes contre les terroristes	En discussion avec l'ALG.
<b>RISQUES OPERATIONNELS</b>				
Faible capacité des prestataires et réticence à postuler aux appels d'offres lancés par le PNUD pour l'exécution des projets dans les régions d'intervention du programme	Moyenne	Moyenne	Cibler et prioriser les entreprises locales et régionales. Organiser des réunions d'informations ou des sessions de formation pour expliquer comment accéder aux plateformes des appels d'offres du PNUD	Réalisé





# CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

---

Le déploiement de la stabilisation immédiate a connu plusieurs difficultés de nature diverse :

- L'instabilité politique et institutionnelle a nécessité des efforts additionnels pour renforcer la coordination et le dialogue avec les autorités nationales et régionales de transition.
- La dégradation de la situation sécuritaire dans les zones de la stabilisation a grandement impacté la mise en œuvre des activités sur le terrain. La pose d'engins explosifs qui ont servi à dynamiter régulièrement les ponts sur la route, les attaques des bases des Forces de Défense et de Sécurité, les attaques contre les convois de ravitaillement et les expéditions terroristes dans les différentes localités retenues par le programme ont fait que les interventions ont souvent été ralenti voir suspendues. Seytenga et Falagountou, deux communes pilotes de la Stabilisation ont régulièrement été pris d'assaut par les groupes armés non identifiés. Elles sont par conséquent régulièrement inaccessibles. Plusieurs des sites JAPs demeurent aujourd'hui inaccessibles.
- Dans la commune de Falagountou, le démarrage des activités a été retardé du fait des communautés locales. Ces dernières ont vigoureusement contesté les listes des personnes censées participer aux travaux de Haute Intensité de Main d'œuvre en estimant qu'elles n'étaient pas représentatives des différentes communautés. Cette situation a nécessité de nouveaux échanges pour obtenir des consensus entre les différents représentants des communautés afin d'établir de nouvelles listes basées sur la question du genre, la jeunesse et la vulnérabilité.

## ENSEIGNEMENTS TIRÉS :

---

La mise en œuvre du mécanisme de Stabilisation notamment dans la région du Sahel a engendré plusieurs enseignements :

### **Le ciblage des bénéficiaires des activités HIMO :**

Le lancement des activités dans la commune de Falagountou a permis de retenir un enseignement sur le ciblage des bénéficiaires des activités de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO). Des premiers travaux de ciblage et la liste des bénéficiaires ont été vigoureusement contesté par les différentes communautés locales. Une méthode efficace, inclusive et participative a été mise en place avec notamment la création et implication de comités de sélections représentatifs des leaders communautaires, religieux, les femmes et les jeunes. Cette méthode a permis de réaliser le ciblage des bénéficiaires sur la base de critères identifiés, reconnus et acceptés par toutes les communautés locales.

### **L'inaccessibilité des zones d'intervention :**

L'insécurité chronique notamment au Sahel a rendu difficilement accessibles toutes les zones bénéficiaires des opérations de stabilisation. Cette situation a engendré un enseignement consistant à utiliser une méthode de recrutement du personnel issue des zones d'intervention à travers le partenaire CTG. En effet pour faciliter l'accès et la mise en œuvre des activités dans les sites cibles, le programme privilégie les partenariats avec des Organisations de la Société Civile (OSC) et des entreprises locales.

### **L'implication des autorités et des leaders locaux :**

Les changements d'autorités nationales et régionales et le climat d'insécurité sur le terrain amènent le programme Facilité de Stabilisation à s'appuyer sur une forte implication des différents acteurs. Pour éviter des retards et des ralentissements, la méthode consistait en effet à impliquer les gouverneurs, les haut-commissaire et les préfets dans les régions en particulier dans le ciblage des localités bénéficiaires. Pour une sensibilisation et une forte participation des différentes communautés, le projet s'appuie sur les différents leaders communautaires, coutumiers et religieux pour s'assurer d'une représentativité de toutes les couches sociales.

### **La flexibilité de la mise en œuvre :**

L'environnement sociopolitique et sécuritaire a conduit la Facilité de Stabilisation à adopter une forme de flexibilité et d'adaptabilité dans la mise en œuvre des activités sur le terrain. La planification prenait en compte les différentes situations sur le terrain afin de répondre aux besoins urgents des communautés cibles dans un contexte d'insécurité. L'élaboration et implémentation des Plans d'Action Conjoints (PAC) ont facilité l'identification des besoins des communautés les plus vulnérables.

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

---

Le déroulement des interventions de la stabilisation immédiate dans les deux communes pilotes de Falagountou et Seytenga ne s'est pas fait sans difficultés.

Pour assurer la continuité des interventions sur le terrain, le mécanisme de Stabilisation a pu renforcer ses partenariats avec les entités locales notamment les entreprises et les organisations de la société civiles (OSC), basées dans les zones cibles. L'adhésion des communautés cibles autour de la mise en œuvre des activités sur le terrain a été un autre axe de travail en 2022. Cet axe continuera en 2023 avec le renforcement du rôle des Comités Locaux de Suivi et de Validation (CLSV) représentatifs de toutes les communautés.

Le pilotage national de la dynamique de stabilisation s'est traduit notamment par une coordination étroite avec les gouverneurs et à travers les CTRs, les Haut-commissaire, les préfets et toutes les entités décentralisées. L'implication des leaders communautaires, coutumiers et religieux serait également à renforcer.



## PERSPECTIVES

Pour l'année 2023, les perspectives consistent à une mise en échelle des interventions de stabilisation. Celle-ci commencera par des diagnostics et des élaborations des Plans d'Actions Conjointes des nouvelles communes bénéficiaires à l'image de Bani et Arbinda au Sahel et Bogandé et Gayeri dans la région de l'Est. Les perspectives consisteront également à la mise en place des équipes stabilisation dans la région de l'Est et celle du Nord du Burkina Faso afin de rendre effective la mise en œuvre des activités sur le terrain.

## FINANCIAL STATUS

PRODUITS	BUDGET	ENGAGEMENTS	DEPENSES EFFECTIVES	AVANCES	BALANCE	Budget Utilization %
PRODUIT 2	3 928 084	3 462 561	253 950	79 581	211 573	95%
PRODUIT 3	1 059 664	1 112 385	428 831	256 654	- 481 551	145%
PRODUIT 4	1 727 893	-	74 881	113 687	1 653 013	4%
PRODUIT 5	50 000	-	4 651	67 258	45 349	9%
PRODUIT 6	1 095 136	116 304	1 163 194	123 918	- 184 361	117%
<b>TOTAUX</b>	<b>7 860 777</b>	<b>4 691 250</b>	<b>1 925 507</b>	<b>641 098</b>	<b>1 244 023</b>	<b>84%</b>

## ANNEXES

Annexe 1 : La situation de mise en œuvre du PTA au 31 Décembre 2022



Activités Régionales	Activités JAPs	Livrables des activités	Statut (réalisé ou non réalisé)	Taux de réalisation obtenu pondéré
<b>Produit 2: Les fondations pour une présence durable des autorités de l'Etat et des prestataires de sécurité dans les communautés cibles sont établies</b>			<b>30%</b>	
2.1 Réhabiliter ou construire des infrastructures et doter les FSI en équipement de sécurité et de justice (postes de police, groupement de gendarmerie, tribunaux, etc.)  2.3 Fournir du mobilier, de l'équipement, une connectivité Internet, de l'eau, de l'électricité et une sécurité dédiée aux juges et aux administrateurs	Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des FSI	8 véhicules Pick-up - 48 motos - 2 4X4 remorqueuse Equipement de Protection et de Sécurité et de communication - kit de secours médical - Matériel informatique et xx infrastructures réhabilitées	Réalisée	15,88%
	Mettre en place ou Réhabiliter les Infrastructures des FSI	XX lots d'équipement et XX appui au fonctionnement apportés au TGI	Encours de réalisation	6,00%
	Renforcer les capacités du tribunal départemental (équipement, appui au fonctionnement ...)		Encours de réalisation	0,08%
2.4 Renforcer les capacités des acteurs locaux et celles du personnel de sécurité nouvellement déployé en matière de droits de l'homme et de violence sexuelle et sexiste	Former 130 personnes ressources sur les approches de communication dans des contextes de conflits, entre FSI et populations civiles	130 personnes ressources formées dans en techniques de communication entre FSI & Populations civiles	Réalisée	0,14%
	Formation des FSI sur les droits humains, la VBG, etc.	xx agents des FSI formés sur les droits humains, la VBG, etc.	Réalisée	0,07%
	Former 210 leaders communautaires et coutumiers, les membres du Réseau Communal de Protection de l'Enfant (RCPE) sur les droits humains (droits et devoirs des citoyens, les voies de recours en matière de droits) et les questions spécifiques aux jeunes filles dans des contextes de conflits, au profit de la population.	210 leaders communautaires et coutumiers et les membres du Réseau Communal de Protection de l'Enfant (RCPE) formés sur les droits humains (droits et devoirs des citoyens, les voies de recours en matière de droits) et les questions spécifiques aux jeunes filles dans des contextes de conflits, au profit de la population.	Réalisée	0,21%
	Financer 02 journée de redevabilité	Au moins 100 personnes sont mobilisées	Non réalisée	0,00%
	Former 50 membres d'OSC sur les techniques de dénonciation et d'interpellation des citoyens	50 membres d'OSC formés sur les techniques de dénonciation et d'interpellation des citoyens et le suivi-assistance des cas de violation	Réalisée	0,07%

Activités Régionales	Activités JAPs	Livrables des activités	Statut (réalisé ou non réalisé)	Taux de réalisation obtenu pondéré
2.6 Promouvoir la coordination entre les prestataires de sécurité et les acteurs de l'Etat de droit et de la justice	Faire un état des lieux sur la problématique relative à l'accès à la justice par les populations (les actions et priorités devant être définies et prises sous le leadership des autorités compétentes)	Un état des lieux sur la problématique de l'accès à la justice	Réalisée	0,21%
	Organiser 04 journées portes ouvertes de la justice pour la vulgarisation des textes de procédures pénales, le Fonds d'assistance judiciaire au profit des populations	Au moins 200 personnes ont visité et connaissent les rôles des services de justice et les textes de procédures pénales, le Fonds d'assistance judiciaire au profit des populations	Non réalisée	0,00%
	Organiser 04 causeries éducatives sur les VBG (objet de dénonciation et de signalement)	Au moins 400 personnes ont été mobilisées lors des causeries éducatives sur les VBG (objet de dénonciation et de signalement)	Réalisée	0,03%
	Mettre en place et assurer le fonctionnement de 10 dispositif d'alerte précoce face aux menaces sécuritaires (réunions de sensibilisation, formation, dotation moyens de communication (free chat – RBA), crédits de communication)	Au moins 08 dispositifs d'alerte précoces civilo-militaires sont opérationnels	Non réalisée	0,05%
	Organiser 15 séances de sensibilisation sur le fonctionnement de la justice et les procédures devant les tribunaux et l'importance de la justice pour une cohabitation pacifique entre communautés, les droits humains et sur les textes et les dispositions juridiques (accès à la justice, accès au fonds d'aide ...)	Au moins 2000 personnes ont participé aux sensibilisations sur sur le fonctionnement de la justice et les procédures devant les tribunaux et l'importance de la justice pour une cohabitation pacifique entre communautés, les droits humains et sur les textes et les dispositions juridiques (accès à la justice, accès au fonds d'aide ...)	Encours de réalisation	0,00%
	Organiser 04 compétitions sportives	2000 Personnes mobilisées	Non réalisée	0,02%



Activités Régionales	Activités JAPs	Livrables des activités	Statut (réalisé ou non réalisé)	Taux de réalisation obtenu pondéré
	Formation de membres des APE, AME, COGES des infrastructures administratives, éducatives, sanitaires et des points d'eau, des structures communautaires de gestion en matière de gestion de publique	100 membres des APE, AME, COGES formés	Réalisée	0,45%
	Organiser 04 campagnes de délivrance gratuite d'acte de naissance et de JSAN au profit de 5000 élèves et enfants en âge de scolarisation	3000 actes de naissances établis	Non réalisée	0,15%
<b>Produit 3 : les communautés cibles disposent d'infrastructures de services sociaux essentielles construites et/ou réhabilitées, fonctionnelles et accessibles</b>			<b>17,34%</b>	
	Construire et équiper 16 nouvelles salles de classes et réhabiliter 14 salles de classes.	16 nouvelles salles de classes construites et 14 salles de classes réhabilitées.	Non réalisée	3,07%
3.1 Réhabiliter ou (re)construire des infrastructures sociales essentielles : réhabiliter les systèmes d'approvisionnement en eau, les routes et les ponts, centre de santé, Maternité, les écoles et les cliniques, et établir des systèmes d'électricité solaire hors réseau	Building and equipping 12 social and health infrastructures	12 infrastructures socio-sanitaires construites et équipées (04 logements complémentaires pour le personnel de santé, 01 salle d'attente des patients, 01 salle supplémentaire d'hospitalisation, 01 laboratoire biomédicale, 01 maison des jeunes, 01 maison de la femme, 01 banque de céréales, 01 salle d'isolement et 01 salle de garde) 01 château d'eau équipé de panneaux solaires pour le CSPPS/ Électrification du CSPPS...Maternité	Encours de réalisation	1,38%
	Construire 44 latrines publiques et 100 latrines familiale dont 14 cabines de latrines dans les 4 écoles et centre de santé	44 latrines publiques et 100 latrines familiale dont 14 cabines de latrines construites dans les 4 écoles et centre de santé (4 cabines de latrines mixtes construites et opérationnelles dans 04 écoles de Seytenga et 6 cabines de latrines pour les élèves et 02 cabines pour le personnel enseignant construites, 02 latrines mixtes pour les patients) 03 latrines réhabilités dans la maison des femmes	Réalisée	4,99%

Activités Régionales	Activités JAPs	Livrables des activités	Statut (réalisé ou non réalisé)	Taux de réalisation obtenu pondéré
	Mettre en place 18 dispositifs d'éclairage public au moyen d'énergie solaire	18 dispositifs d'éclairage public au moyen d'énergie solaire installés dans les écoles, CEG, centres médicaux, maternités, Mairie, Circonscription scolaire ...	Réalisée	1,20%
	Réaliser et réhabiliter 18 forages, 03 Bouli, 06PMH, 02 PEA et 01 AEPS	18 forages, 06PMH, 02 PEA et 01 AEPS réhabilités et rééquipés	Encours de réalisation	2,83%
	Recycler 15 maçons sur les techniques de construction des latrines et acquérir un kit d'équipement pour la construction des dalles	15 maçons formés sur les techniques de construction des latrines	Réalisée	0,07%
	Organiser 04 sessions de sensibilisation sur l'usage des latrines au profit des populations	02 sensibilisations organisées sur l'usage des latrines au profit des population	Réalisée	1,06%
	Aménager 02 terrains de sport	02 terrains aménagés	Encours de réalisation	0,00%
	11 écoles équipées en matériel de bureau (tables, bancs, armoires, bureaux)	11 écoles équipées en matériel de bureau (tables, bancs, armoires, bureaux)	Encours de réalisation	0,30%
3.3 Equiper les infrastructures sociales	Les locaux des administrations et services techniques de l'environnement, de l'Elevage et de l'Agriculture équipés en kit mobilier et informatiques (ordinateurs, imprimantes et photocopieuses)	Les locaux des administrations et services techniques de l'environnement, de l'Elevage et de l'Agriculture équipés en kit mobilier et informatiques (ordinateurs, imprimantes et photocopieuses)	Encours de réalisation	0,11%
	04 maisons de la femme et des jeunes équipées en mobilier (200 chaises), kits informatiques, dispositif d'énergie solaire et kits mobilier de bureau (Bureau + chaises + armoires) pour les manifestations	04 maisons de la femme et des jeunes équipées en mobilier (200 chaises), kits informatiques, dispositif d'énergie solaire et kits mobilier de bureau (Bureau + chaises + armoires) pour les manifestations	Encours de réalisation	0,14%
	50 lits d'hospitalisation et d'accouchements et 01 ambulance pour le 02 CM (infirmier) et 02 maternités	50 lits d'hospitalisation et d'accouchements et 01 ambulance pour le 02 CM (infirmier) et 02 maternités	Encours de réalisation	0,82%



Activités Régionales	Activités JAPs	Livrables des activités	Statut (réalisé ou non réalisé)	Taux de réalisation obtenu pondéré
Produit 4: Les moyens de subsistance sont stabilisés et l'économie locale est soutenue dans les communautés cibles			17 %	
4.1 Réhabiliter ou (re)construire une infrastructure productive	Réaliser et Réhabiliter 09 sites agropastorales et de jardins nutritifs à travers les THIMO	06 sites agropastorales et jardin nutritif réhabilité et au moins 300 emplois créés	Encours de réalisation	5,28%
	Aménager 01 bas-fond rizicole avec dispositif de collecte des eaux pluviales et 02 bas-fonds agricoles	01 bas-fonds rizicoles de 10 ha et 02 bas-fonds agricoles de 20 ha réalisés	Encours de réalisation	2,88%
	Aménager 1 site de collecte et de tri des déchets (clôture grillagée de 01 ha, matériel de collecte, transport...) Synergie avec le HCR/ coopérative soutenue à Dori/Dupliquer l'expérience dans d'autres localités	1 site de collecte et de tri des déchets aménagé	Non réalisée	0,04%
4.2 Organiser cash-for-work pour la collecte et la gestion des déchets, l'entretien des infrastructures communautaires et la construction de routes	Récupérer 1000 ha des terres dégradées et 100 fosse fumières/compostage et entretenir les pistes et routes à travers la méthodes THIMO	Récupérer 1000 ha des terres dégradées et réaliser 100 fosse fumières/compostage avec la méthode THIMO XX km de la piste entretenues et XX emplois temporel créés	Encours de réalisation	3,74%
	Financer et accompagner 1200 AGR et projets au profit des jeunes et femmes formés	1200 des AGR au profit des jeunes et femmes financés et accompagnés	Encours de réalisation	0,98%
4.3 Mettre en place des mécanismes de soutien spécifiques, de renforcement de capacités et les AGR pour les jeunes et les femmes dans les communautés ciblées	Former et renforcer la capacité de 1500 jeunes et femmes aux métiers et aux activités pour permettre l'autoemploi et l'entrepreneuriat	1500 jeunes et femmes formés dans des la mise en place d'AGR et de métier porteur	Encours de réalisation	0,58%
	Doter et accompagner 150 jeunes et femmes formés aux métiers en kits d'installation (équipements, intrants, financement, recyclage)	150 jeunes et femmes formés aux métiers ont reçus de kits d'installation	Encours de réalisation	0,00%

Activités Régionales	Activités JAPs	Livrables des activités	Statut (réalisé ou non réalisé)	Taux de réalisation obtenu pondéré
	Mettre en place 04 groupes d'Associations villageoises d'épargnes (AVEC) au profit des femmes et jeunes (formation, formalisation, suivi)	02 Associations Villageoises d'Epargnes sont créés et fonctionnelles	Non réalisée	0,87%
	Sensibiliser 500 acteurs locaux sur l'utilisation anarchique des berges et la prévention des maladies animales	Au moins 500 maraichères sensibilisées sur l'utilisation anarchique des berges	Encours de réalisation	0,13%
Produit 5: Des risques de conflits sont atténués dans les communautés cibles			2,00%	
5.1 Restaurer des plateformes de médiation inclusives et de cohésion sociale	Réaliser une mise à jour de l'étude cartographique sur la gestion et la prévention des conflits et le degré d'implication des jeunes et des femmes, dans les 2 communes.	Analyse des dynamique de conflits	Encours de réalisation	0,34%
	Former 50 acteurs locaux et 30 membres du CCS sur les techniques de facilitation de dialogue et la médiation communautaire	50 acteurs locaux et 30 membres du CCS formés sont capable de conduireormés en technique de facilitation de dialogue et de médiation communautaire	Réalisée	0,14%
	Consultations pour identifier et discuter des initiatives locales à soutenir en vue de renforcer la cohésion sociale intercommunautaire Voir la faisabilité avec l'Union Fraternelle des Croyants( UFC)	XX consultations ayant réunies XX acteurs organisées sur les initiatives locales à soutenir en vue de renforcer la cohésion sociale intercommunautaire	Encours de réalisation	0,03%
5.2 Faire participer les jeunes à risque à l'entretien de l'infrastructure communautaire	Organiser 02 campagnes de sensibilisation au profit des femmes en matière d'engagements politiques des femmes (textes en faveur des femmes) et créer un noyau dur de femmes leaders formées en matière de participation et de gestion de la chose publique	02 campagnes de sensibilisation ayant réunies XX femmes organisées pour susciter leur engagement politique et un noyau dur de femmes leaders formées	Encours de réalisation	0%



Activités Régionales	Activités JAPs	Livrables des activités	Statut (réalisé ou non réalisé)	Taux de réalisation obtenu pondéré
5.3 Mettre en place un mécanisme fonctionnel de suivi continu des conflits et renforcement des capacités des acteurs locaux en prévention et gestion de conflits	Collecter et faire le tri des déchets (sachets plastiques) par les femmes (100) a fusionner avec l'activité plus haut	100 emplois temporel créés pour les femmes trieuses de déchets plastiques	Non réalisée	0,00%
	Appuyer financièrement le fonctionnement des deux radios communales de Falagountou et Seytenga à travers une programmation thématique couvrant les interventions et la dynamique de stabilisation.	02 radios communales appuyées financièrement	Encours de réalisation	0,11%
	Appuyer les comités locaux chargés de l'accompagnement et de suivi des activités de gestion et de prévention des conflits	Les comités locaux chargés de l'accompagnement et de suivi des activités de gestion et de prévention des conflits appuyés techniquement et financièrement	Encours de réalisation	0,60%
	Former 360 acteurs locaux sur l'analyse risque/protection sécuritaire, la mise en place de mesures de mitigation (02 sessions pour 50 personnes) et sur les techniques de prévention et de gestion des conflits communautaires, de facilitation de dialogue et de médiation communautaire	200 acteurs locaux formés sur les méthodes d'analyse risque/protection sécuritaire et la mise en place de mesures de mitigation	Encours de réalisation	0,23%

Activités Régionales	Activités JAPs	Livrables des activités	Statut (réalisé ou non réalisé)	Taux de réalisation obtenu pondéré
	Renforcer les capacités de 100 enseignants du primaire et du post primaire sur le civisme et citoyenneté, cohésion sociale et en prise charge des grands groupes	100 enseignants du primaire et du post primaire formés sur le civisme et citoyenneté, cohésion sociale et en prise charge des grands groupes	Non réalisée	0,03%
	Former 200 acteurs communautaires (comité local de sécurité, CVD, CM, CFV, CCFV, leaders religieux et coutumiers, Koglweogo) sur le système d'alerte précoce en lien avec la sécurité, sur les conflits éleveurs-agriculteurs sur le respect des règles et l'utilisation des couloirs de transhumance	200 acteurs communautaires formés sur les aspects du système d'alerte précoce en lien avec la sécurité	Encours de réalisation	0,34%
	Organiser 10 séances de sensibilisation (rencontres avec les leaders, échanges avec la population, théâtre forum, radio communautaire, etc.) sur les approches de communication, la prévention et la gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, sur la cohésion sociale et le vivre ensemble avec les populations civiles, les élus locaux et des leaders communautaires et sur le processus de stabilisation (le projet de stabilisation – pour favoriser l'adhésion des populations)	Au moins 10 séance de sensibilisation organisées	Non réalisée	0,00%



Activités Régionales	Activités JAPs	Livrables des activités	Statut (réalisé ou non réalisé)	Taux de réalisation obtenu pondéré
	Organiser 04 événements socio-culturels (journées traditionnelles, journées des communautés) et sportifs (tournois de football) ; football féminin	04 évènements socio-culturels et sportifs organisés	Non réalisée	0,00%
<b>Output 6: The Stabilization Mechanism is established for effective management of the Facility</b>			<b>29,00%</b>	
6.1 Mener des activités de suivi et d'analyse	6.1 Mener des activités de suivi et d'analyse		Réalisée	2,61%
6.2 Mener des activités de coordination Civilo-Militaire	6.2 Mener des activités de coordination Civilo-Militaire		Réalisée	0,68%
6.3 Payer pour les ressources humaines	6.3 Payer pour les ressources humaines		Réalisée	12,93%
6.4 Effectuer des audits	6.4 Effectuer des audits		Encours de réalisation	1,41%
6.5 Effectuer des évaluations	6.5 Effectuer des évaluations		Non réalisée	0,46%
6.6 Mener des activités de communication	6.6 Mener des activités de communication		Réalisée	1,23%
6.7 Parrainer des consultations techniques ainsi que des formations techniques et des échanges d'apprentissage transfrontalières	6.7 Parrainer des consultations techniques ainsi que des formations techniques et des échanges d'apprentissage transfrontalières		Réalisée	1%
6.8 Prendre en charge les frais généraux d'exploitation (équipement, location, électricité, connectivité Internet, DSA, sécurité, maintenance voitures, etc.)	6.8 Prendre en charge les frais généraux d'exploitation (équipement, location, électricité, connectivité Internet, DSA, sécurité, maintenance voitures, etc.)		Réalisée	4%
<b>Total</b>			<b>16%</b>	

## TÉMOIGNAGE

Mme. Ramata Boubacar Dicko est une cheffe de ménage de 50 ans qui a bénéficié du programme Cash for Work à Seytenga (10/02 au 01/04/2022). Bien que son nom ne fût pas initialement sur la liste des 500 bénéficiaires, Madame Dicko a pris part, volontairement, à la première semaine des travaux de nettoyage et d'assainissement des services administratifs de la ville de Seytenga. Elle disait « je m'ennuierai de rester à la maison tout en sachant que toutes les femmes sont en train de travailler dans le village pour une cause commune ». Elle a ajouté : « il y'a un adage peulh qui dit : il vaut mieux travailler pour avoir quelque chose que d'être assis à ne rien faire et avoir honte "bii aadama golla heba buri joodo semta". Elle a poursuivi en disant : « ce travail est utile pour toute la communauté ». A la 2ème semaine et en raison de l'absence d'un bénéficiaire, son nom a été rajouté à la liste et elle a pu être rémunérée pour 23 jours de travail (46.000 F CFA - équivalent de 68 USD). En recevant sa dernière paie, Madame Dicko nous disait, le sourire aux lèvres : « j'ai pu acheter de la nourriture et une petite chèvre de 12.500 F CFA que je vais engraisser et revendre à l'approche de la fête de Tabaski ».

Recueilli par Soumana Falke et revu par Haoua Lookman, Ingénieurs –Seytenga, Burkina Faso

### Quelques liens utiles :

[https://twitter.com/PNUD\\_BFA/status/1601244224589946881](https://twitter.com/PNUD_BFA/status/1601244224589946881)  
[https://twitter.com/PNUD\\_BFA/status/1603347156978782208](https://twitter.com/PNUD_BFA/status/1603347156978782208);  
[https://twitter.com/PNUD\\_BFA/status/1603347160388571138](https://twitter.com/PNUD_BFA/status/1603347160388571138);  
[https://twitter.com/PNUD\\_BFA/status/1603340772362702848](https://twitter.com/PNUD_BFA/status/1603340772362702848)  
 (4) The 19H30 of August 10, 2022-BF1TV - YouTube [From 12:15 to 15:40]  
[https://twitter.com/PNUD\\_BFA/status/1595037399372939267](https://twitter.com/PNUD_BFA/status/1595037399372939267)



